

LA DIVERSITÉ CULTURELLE VUE DE CATALOGNE

La tension entre respect de l'altérité et monisme identitaire

Pour un esprit français, diversité et cohabitation culturelles sont des notions difficiles à appréhender à cause de la tradition (centralisatrice et unitariste) de notre État, et malgré la conjonction d'éléments (crise du modèle républicain d'intégration nationale ; émergence d'une puissance supra étatique, l'Europe) favorables à leur défense. En France, lorsque le débat est engagé sur cette thématique, il prend trop souvent des accents régionalistes ou nationalistes. On prend alors brusquement conscience de l'intolérance manifestée à l'encontre de la diversité culturelle de notre pays et l'on aboutit à une autre impasse : celle de la revanche des « périphéries » sur l'État, celle de la pluriculturalité sur le monisme. Non que ces principes soient mauvais en eux-mêmes, mais le virage est assurément trop brutal pour garantir des transitions viables et favoriser l'évolution d'une culture politique dans laquelle la diversité culturelle serait moins problématique. L'autre risque, c'est la tentation nationaliste et la défense acharnée de la « spécificité française » face à la construction européenne.

Le problème posé par la diversité et la cohabitation culturelles ne se borne cependant pas aux termes suggérés par l'observation de la réalité française. L'Espagne, et plus particulièrement la Catalogne, apportent en la matière un éclairage intéressant. L'analyse du traitement donné à ce problème outre-Pyrénées ouvre ainsi deux voies qui constituent autant de mises en garde. Tout d'abord, si la diversité culturelle et son respect représentent à la fois un défi inévitable et une aspiration légitime, il ne faut pas oublier que la culture dissimule parfois des conflits d'une

autre nature¹. À partir du moment où, dans une configuration donnée, le problème n'est pas strictement culturel, la solution ne peut donc pas appartenir uniquement à ce registre. Le respect absolu de la diversité culturelle en Europe n'aurait dans cette optique, par exemple, que peu d'incidence sur la diminution des disparités économiques entre les États et entre les régions ; des disparités bien souvent exprimées en termes culturels par souci d'euphémisation. Ensuite, la culpabilité ressentie à l'égard de « périphéries » longtemps muselées et la mise en œuvre d'une décentralisation plus ou moins poussée, ne doivent pas cacher un fait non moins marquant : autonomes, les dix-sept Communautés espagnoles mettent ainsi parfois leur nouvelle marge de manœuvre au service d'une politique de (re)construction nationale qui consacre — à leur échelle — le principe de territorialité, confirme la prégnance du modèle étatique et fait bien peu de cas de la diversité culturelle. La Catalogne incarne particulièrement bien l'ambiguïté d'un territoire (devenu tel) qui défend sa spécificité face au gouvernement central, la fonde sur un substrat culturel, et demeure peu réceptive à toute revendication de ce type émise en son sein. En d'autres termes, si l'argument de la défense de la pluralité culturelle vaut pour les Catalans en Espagne, il n'en va pas toujours de même pour les minorités culturelles en Catalogne. Or elles existent, et ce fait est généralement méconnu à l'étranger. Les nationalistes catalans n'insistent d'ailleurs pas trop sur cette vérité embarrassante, eux qui sont pourtant si prompts à prendre la parole dans les plus hautes instances internationales pour défendre les droits des minorités. De ces prémisses, il ne faudrait cependant pas déduire qu'un élan recentralisateur serait souhaitable. Toute la difficulté semble bien d'échapper à l'alternative tendances centripètes/tendances centrifuges et de sortir la culture du statut d'impoture dans lequel elle est trop souvent cantonnée par la rhétorique politique².

Outre qu'elle met particulièrement bien en relief la relation entre revendications économiques et culturelles, d'une part, et l'existence d'un double langage à propos de la diversité culturelle, d'autre part, la Catalogne permet en définitive de pointer un élément d'évolution majeur qui fournit une utile grille de lecture pour comprendre l'environnement actuel. Elle incite en effet à un changement d'échelle de l'observation, ce qui correspond au développement de l'échelon « régional » en Espagne et en Europe. Elle invite ensuite l'observateur à définir la nature des interactions à chaque échelon et entre chacun d'eux, du « local/régional » à l'euro-péen en passant par celui de l'État. Les mutations institutionnelles (construction européenne, mouvements de décentralisation/fédéralisation) ont par ailleurs des répercussions sur la diversité culturelle, et réciproquement. L'ensemble de ces interdépendances sera mis en évidence en trois temps successifs. On verra en premier lieu comment le gouvernement autonome de Catalogne, dirigé par des nationalistes modérés, a réagi à la diversité culturelle catalane. On verra ensuite comment les autorités madrilènes poursuivent leur adaptation au « fait différentiel³ » catalan, et plus généralement à la diversité culturelle espagnole. On verra enfin comment la construction européenne influe sur les revendications culturelles catalanes et intervient dans un dialogue jusque-là réduit au gouvernement central et à ses « périphéries ».

1. La diversité culturelle en Catalogne : un obstacle au projet des nationalistes catalans ?

Avant d'aborder ce sujet, il est cependant nécessaire d'évoquer un thème connexe. Le nationalisme catalan s'est en effet structuré au ^{xix}^e siècle en réponse à l'incapacité de l'État espagnol de s'ouvrir à la diversité de ses composantes territoriales. Sans remonter trop loin dans le temps, on peut situer au début du ^{xviii}^e siècle le virage centralisateur de la monarchie espagnole. Si, sous les Habsbourg, la Couronne catalano-aragonaise avait pu conserver ses propres institutions politiques et sa langue, le catalan, l'arrivée des Bourbons sur le trône d'Espagne signifia la perte de toutes ces prérogatives. La castillanisation de l'État espagnol fut d'autant plus mal ressentie par les Catalans que cet État s'avérait incapable de se moderniser et de favoriser leur insertion au sein des grandes puissances du moment.

Le développement du nationalisme catalan peut dès lors être interprété comme une réaction de survie : survie culturelle, pour enrayer un processus d'acculturation en faveur du centre castillan ; survie économique, pour que le sous-développement du reste de l'Espagne ne freine pas l'avance dont la Catalogne jouissait (et jouit toujours) dans ce domaine ; survie politique, enfin, pour combler le déficit de participation des élites catalanes au processus décisionnel de l'État. Après le succès de la II^e République, au début des années trente, et l'octroi d'un statut d'autonomie, des heures sombres attendaient cependant la Catalogne. Ayant perdu la guerre civile, comme l'ensemble du camp républicain, elle vit s'abattre sur elle une violente répression au nom de « *l'Espagne, une, grande, forte* » du général Franco. Loin de résoudre le conflit séculaire qui l'opposait à la Castille, artisanne de l'unité espagnole, cet épisode aviva au contraire le ressentiment des Catalans et stimula les mouvements nationalistes.

Animée par un souci de réparation historique, l'ambition de ces derniers se heurtait cependant à un obstacle inédit pour la Catalogne. En effet, comment (re)⁴ construire la nation catalane avec une importante minorité castillanophone en son sein ? Comment poursuivre le développement économique local en enravant les flux de migrations internes à l'Espagne — principalement en provenance du sud andalou — encouragés sous la dictature ? De 1950 à 1960, plus de 450 000 travailleurs étaient venus en Catalogne et s'étaient concentrés dans la banlieue barcelonaise. En 1975, soit l'année de la mort du *Caudillo*, près de 40 % des personnes vivant dans le Principat n'y étaient pas nées. D'où la baisse relative des catalanophones par rapport à l'ensemble des habitants de la Catalogne. Estimée à 75 % en 1940, leur part n'était ainsi plus que de 68 % en 1968 et de 60 % à la veille de la Transition.

Les premières enquêtes réalisées par les autorités catalanes confirmèrent leurs craintes quant à l'impact des migrations internes sur la compétence et la pratique du catalan, c'est-à-dire sur les chances de survie d'un élément fondamental de leur culture. Le contraste était ainsi frappant entre les 83,3 % de personnes interrogées qui, à Barcelone même, comprenaient cette langue, et les 55,4 % qui répondaient à ce critère dans les quartiers périphériques de la capitale

catalane, foyers de l'immigration intra-espagnole. Il était logiquement du même ordre dans le domaine de l'expression orale et de l'écriture : 60,9 % dans la Ville de Barcelone, contre 33 % dans la Corporation Métropolitaine de Barcelone ; et 19,2 % pour la première contre 7,1 % pour la seconde⁵. D'après ces données, la réalisation du projet nationaliste menaçait d'être compromise. Cela explique d'ailleurs l'omniprésence du thème de la dualisation de la société catalane et la véritable hantise manifestée à l'évocation de ce risque par les nationalistes catalans, au premier rang desquels Jordi Pujol, leader de *Convergència i Unió* et président du gouvernement autonome (*Generalitat*) de Catalogne depuis 1980. Cela explique aussi la récurrence du thème de la *convivència* (cohabitation, mais avec une connotation plus positive qu'en français) dans le discours catalaniste⁶. Cela explique enfin la priorité ultérieurement accordée à la catalanisation par l'enseignement, les secondes et troisièmes générations de migrants castillanophones constituant une cible privilégiée d'après le schéma classique de la socialisation comme vecteur d'allégeance citoyenne. L'héritage répressif du franquisme s'amenuisant, il n'était en effet nullement illusoire d'espérer un effet générationnel positif chez les enfants nés de « migrants » castillanophones en Catalogne, et scolarisés sur place. Le lieu de naissance et le nombre d'années de résidence en Catalogne dessinaient de la sorte une frontière invisible et implicite entre les « générations perdues » (pour la cause catalaniste) et les « générations de l'espoir ».

La politique volontariste appliquée dès les années quatre-vingt par les nationalistes catalans s'est révélée conforme à leurs attentes. Bien qu'à certains égards controversée et depuis approfondie par une nouvelle législation adoptée par le parlement catalan⁷, la « loi de normalisation linguistique » de 1983 a globalement bien rempli sa mission. Grâce au « Programme d'immersion linguistique des enfants castillanophones » qui contraint toujours cette population à évoluer dans un environnement catalanophone dès le premier contact avec l'institution scolaire, des progrès spectaculaires ont été enregistrés. L'écart constaté entre les « Catalans » et les « immigrés » s'est en effet presque totalement estompé chez leurs enfants, même s'ils étaient nés hors de Catalogne⁸. Étant donné qu'une relation a été constatée entre la hausse du taux de scolarisation en catalan, celle des compétences et de l'usage de cette langue, celle du sentiment d'appartenance à la Catalogne en tant qu'entité distincte de l'ensemble espagnol, et celle, enfin, de l'option défendue par les nationalistes⁹, on peut considérer que le gouvernement autonome a réussi dans son entreprise de (re)catalanisation. Ainsi, le problème de la cohabitation en Catalogne serait progressivement résolu par la diminution de la diversité culturelle, du moins entre les groupes ici envisagés¹⁰.

C'est assurément une façon de procéder, mais elle rencontre des limites qui entachent l'enthousiasme naïf des premières années de (re)catalanisation. Bien que volontariste, la politique culturelle menée par la *Generalitat* se heurte en effet à la loi du marché. Or celle-ci favorise nécessairement les langues qui constituent les vecteurs de communication pour le plus grand nombre. C'est le cas de l'espagnol et de l'anglais dont la présence accentuée de fait le cosmopolitisme de la Catalogne et la font apparaître sous un jour décidément bien paradoxal. Si la population s'accommode de ce paradoxe sans même peut-être en avoir conscience, il n'en va

cependant pas de même pour les élites nationalistes qui, à défaut de pouvoir imposer un projet unilingue et unitariste, essaient de concilier la part d'ouverture au monde nécessaire à la prospérité de la Catalogne avec le degré de fermeture indispensable à leur projet politique. D'où leur attachement à un modèle plurilingue qui garantirait à l'espagnol le même apprentissage, mais en changerait le statut. Progressivement relégué au rang de langue étrangère à égalité avec l'anglais, il permettrait ainsi au catalan de s'épanouir en tant que « langue propre de la Catalogne »¹¹.

2. L'Espagne, un État pluriculturel en voie de fédéralisation ?

L'évolution constatée en Catalogne n'est pas sans incidence à l'échelle de l'État espagnol et dans la manière dont celui-ci gère son rapport à la diversité culturelle. En Espagne aussi, on n'a jamais autant parlé de *convivencia* que depuis la Transition, le développement de l'État des Autonomies et l'entrée dans la Communauté Européenne. La cohabitation entre les cultures n'est de fait plus envisagée de la même façon dès lors qu'un régime pluraliste est promu, que certaines Communautés Autonomes s'engagent dans un processus de (re)construction nationale et que le pays retrouve un protagonisme international dont son déclin post-colonial, puis la dictature franquiste, l'avaient privé.

À la veille de la transition politique, la virulence des revendications territoriales dans certaines « périphéries » avait contraint les élites espagnoles à abandonner la conception centralisatrice et plus profondément unitariste qui s'était imposée en Espagne depuis plusieurs siècles. Désormais, il était clair que si l'on voulait éviter un nouvel affrontement civil, il n'était plus possible de nier la diversité culturelle du pays. Il fallait cependant organiser la cohabitation et éviter toute dérive sécessionniste. D'où le leitmotiv de la *convivencia* qui marquait bien les limites du débat : oui, à la reconnaissance de la diversité, non, à la disparition de l'unité espagnole et à l'une de ses expressions les plus anciennes : l'État espagnol. Confrontés aux assauts des « périphéries », les constituants ont ainsi été amenés à définir le cadre de cette cohabitation. Reposant sur l'association démocratie-autonomie, la Constitution espagnole de 1978 innove considérablement en fixant les principes généraux suivants : « unité indissoluble de la Nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les Espagnols », « droit à l'autonomie des nationalités et des régions qui en font partie », « solidarité » entre toutes ces composantes (art. 2).

L'adoption laborieuse de cette norme fondamentale a permis le développement progressif de ce que l'on appelle communément « l'État des Autonomies », c'est-à-dire une forme d'État inédite et hybride composé de 17 Communautés inégalement autonomes, dont la Catalogne. Chacune d'entre elles a par la suite adopté un statut qui, allié à un arsenal juridique dont la production a occasionné des conflits avec le gouvernement central et a suscité l'intervention du Tribunal Constitutionnel, a donné une traduction concrète au principe d'autonomie. Sur le plan

strictement culturel et linguistique, plusieurs Communautés Autonomes ont profité du nouveau climat de tolérance pour mettre en place des politiques de « normalisation » ou, de façon moins engagée, de « promotion » de leurs spécificités. C'est notamment le cas du Pays Basque, de la Galice, des Baléares, du Pays Valencien, des Asturies et de l'Aragon. Outre l'augmentation de la pratique de ces langues ou, au minimum, la prise de conscience de leur richesse, ces initiatives se sont traduites par l'apparition de médias (télévisions, radios, etc.) qui assurent l'épanouissement d'une diversité culturelle longtemps refoulée.

Vingt ans après la Transition, l'Espagne présente donc un visage résolument différent. À la faveur du changement de régime politique, elle s'est confrontée à un défi historique qui est aujourd'hui en partie gagné. On a en effet assisté à un véritable changement de paradigme, la légitimité de l'État étant inconcevable sans le respect de la diversité culturelle. Au plan des représentations sociales et de leurs implications pratiques, cela constitue une vraie révolution. La cohabitation entre les cultures (et entre les hommes, car c'est bien cela le vrai problème) n'en est pas pour autant assurée. Elle est compliquée, non pas tant par l'expression de la diversité des cultures, que par la progressive généralisation de la culture comme ressource politique. Le modèle d'État n'ayant pas été fixé par les normes juridiques, les « nationalités historiques » ont en effet mis en avant leur spécificité culturelle pour lutter contre la généralisation du droit à l'autonomie. Selon elles, il s'agissait là d'un procédé permettant à l'État espagnol de nier sa diversité et de poursuivre sur la voie de l'unitarisme par le biais d'une décentralisation davantage fonctionnelle que politique. Pour obtenir un degré toujours plus élevé de compétences et de moyens financiers pour les assumer, elles fondèrent en permanence leurs revendications sur un argument de type culturo-identitaire. Par peur de subir un préjudice en comparaison de ces Communautés Autonomes, les autres élites locales en vinrent à utiliser la même stratégie face au gouvernement central. La récente apparition du concept de « nationalité historique » à la faveur de la révision du statut de l'Aragon atteste ainsi des effets de cette concurrence ethno-territoriale exacerbée¹². Il en résulte une balkanisation culturelle (établissement de frontières symboliques par le biais de la culture et éclatement de la cohésion culturelle espagnole) qui pourrait à plus ou moins long terme avoir une portée politique. Ayant déjà poussé loin la « régionalisation », l'État espagnol pourrait ainsi se convertir de fait en fédération ou en confédération. Le constat que l'on peut dresser est donc celui d'un équilibre instable, basé sur la perméabilité entre les sphères culturelle et politique, et de plus en plus conditionné par un paramètre jusque-là externe : le processus d'intégration européenne.

3. La Catalogne et l'Europe : la diversité culturelle comme argument contre l'État espagnol

L'influence de la construction européenne sur la problématique de la diversité et de la cohabitation culturelles en Espagne se manifeste de deux manières. La Catalogne ne se prive pas,

en premier lieu, de s'identifier au projet européen, par définition pluraliste. Les déclarations des dirigeants nationalistes abondent¹³ dans lesquelles l'Europe est assimilée à la pluralité (en particulier culturelle) et à la modernité, autant de qualités dont la Catalogne est également parée. En tant que principe et réalité historique, l'État est de la sorte plus aisément relégué au rang d'anomalie parasitaire. Dépassé en authenticité et en efficacité par l'« Europe des régions », il n'aurait ainsi plus sa place dans l'Europe de demain. Fondé sur la formule simplificatrice « Europe-Catalogne versus État », ce genre de discours est utilisé pour renforcer le protagonisme de la Catalogne à la fois en Espagne (stratégie de contournement par le supra étatique) et en Europe (offensive directe à l'adresse des institutions européennes).

L'interaction entre la Catalogne et l'Europe par le canal de l'expression plurielle et pacifique de la culture se manifeste également d'une autre manière. De même que la Catalogne se regarde dans le miroir européen, de même l'Europe aime à se reconnaître dans la diversité « régionale ». Créée et encore dominée par les États, cette entité se caractérise en effet par une attitude ambivalente qui n'échappe pas non plus à l'alternative centralisation/décentralisation (au sens politique, et non strictement juridique du terme). Cette ambivalence se traduit par l'opposition qui caractérise schématiquement le Conseil Européen, d'une part, et le Parlement Européen, le Conseil de l'Europe et l'OSCE, d'autre part. Cette ambiguïté, reflet d'un profond clivage entre les cultures politiques des États membres, explique l'existence et l'action en faveur de la diversité régionale d'institutions liées plus ou moins directement aux autorités européennes. C'est volontairement que l'on emploie l'expression vague de « diversité régionale ». On verra à travers l'exemple suivant qu'un glissement s'opère insensiblement et constamment de la diversité culturelle à une régionalisation accrue, c'est-à-dire du culturel au politique.

Le Bureau Européen pour les Langues Moins Répandues, dont le siège est à Dublin et le centre de documentation à Bruxelles depuis sa création en 1984, illustre bien la valse-hésitation européenne mise à profit par les nationalistes catalans. Formellement indépendant, cet organisme est en réalité lié à la Commission Européenne qui en assure partiellement le financement. Composé de comités représentant les organisations de défense culturelle de chaque État, il compte avec la participation active et très significative des Catalans. Le comité espagnol regroupe ainsi trois sous-comités — basque, catalan et galicien qui correspondent aux « nationalités historiques » traditionnellement et implicitement reconnues comme telles en Espagne. Il est intéressant de remarquer que si ces trois sous-groupes œuvrent dans la même direction, ils travaillent de façon autonome ; ce qui confirme le phénomène d'« atomisation solidaire » constaté à l'intérieur et vis-à-vis de l'État espagnol. Il n'est également pas anodin que l'occitan-aranais, langue parlée au Val d'Aran (dans la partie nord de la Catalogne) et côté français, soit représenté au sein du sous-comité catalan. L'organigramme reflète à lui seul les prétentions politiques des parties en présence et leur conception de l'expression pacifique de la diversité culturelle.

Les objectifs affichés par le Bureau¹⁴ sont en apparence strictement culturels. Il s'agit de « promouvoir et défendre les langues régionales, minoritaires, autochtones », et les « droits

linguistiques de leurs locuteurs ». Concrètement, le but est d'obtenir la mise en œuvre de « dispositions légales contraignant tous les niveaux institutionnels à garantir aux citoyens des minorités linguistiques la libre utilisation et l'épanouissement de leur langue ». Outre que les implications politiques de telles revendications ne peuvent être méconnues par leurs promoteurs, ceux-ci ne se privent pas d'employer un registre d'action explicitement ethnicisant. Dans les documents émis par le Bureau¹⁵, la confusion est de fait totale entre les langues, les cultures, les communautés et les ethnies. Il ne faut donc pas s'étonner que l'un des animateurs du comité espagnol, puisque tel est encore son nom, soit le président d'une association de militance culturelle proche des milieux radicaux du nationalisme catalan.

Basé à Barcelone, le CIEMEN (*Centre Internacional Escarré per les Minories Ètniques i les Nacions*) s'est ainsi érigé en interlocuteur privilégié du Bureau en participant à l'une de ses activités principales : le programme MERCATOR. Il s'agit d'un réseau informatique de documentation sur les langues minoritaires dont la finalité est d'améliorer l'échange et la circulation d'information sur ce thème. Il dispose de trois centres principaux, spécialisés dans différents secteurs. Le CIEMEN dirige ainsi des recherches dans le domaine de la législation linguistique. C'est dans ce cadre qu'il a organisé en 1996 dans la capitale catalane, avec le soutien moral et technique de l'Unesco, la Conférence Mondiale sur les Droits Linguistiques. Si le gouvernement catalan s'est alors défendu de contacts directs avec le CIEMEN, il ne faisait cependant aucun doute que l'organisation et la médiatisation d'un tel événement en Catalogne ne pouvait que le satisfaire parce qu'il allait dans le sens de sa propre politique culturelle. Clôturée par l'adoption solennelle d'une Déclaration Universelle des Droits Linguistiques, cette manifestation a représenté le premier pas vers la préparation d'une Convention Internationale des Droits Linguistiques soumise à l'approbation de l'ONU. La double stratégie de contournement par l'international et par l'action culturelle — caractéristique du nationalisme catalan toutes mouvances, institutions et « société civile » confondues — avait donc trouvé à cette occasion un point d'application idéal... tout aussi idéal que le Forum Universel des Cultures devant se tenir à Barcelone en 2004 pour « réunir les cultures du monde, être un lieu de rencontre, de réflexion et de célébration de la société civile mondiale dans sa diversité et dans les multiples manifestations de son expression et de sa créativité »¹⁶.

Conclusion

Le passage d'une échelle à l'autre, avec pour fil conducteur le thème de la diversité et de la cohabitation culturelles, permet en définitive de dresser un bilan contrasté, un brin désenchanté. À aucun échelon, la culture n'échappe à sa condition : elle oscille en permanence entre le sacré et le profane¹⁷. À aucun moment, on ne peut semble-t-il éviter que l'argument de la diversité culturelle ne soit capté à des fins politiques par des acteurs dont le nationalisme (par définition

exclusiviste) fait émettre des doutes quant à leur attachement à toute forme de diversité. Quant à la cohabitation des cultures, elle s'accommode elle aussi bien mal des prétentions nationalistes. Si le combat pour ces causes permet effectivement de parvenir à un plus grand pluralisme démocratique, le présent cas de figure montre bien que la prudence s'impose et que le modèle de l'État-nation conserve toute sa prégnance. Au point d'être parfois reproduit à l'échelon « régional », sous couvert de diversité et de coexistence culturelles.

NOTES

1. Ainsi que l'avancent de manière parfois excessive, car on ne peut se borner à taxer l'identité (culturelle) d'illusion, les travaux suivants : BALIBAR, E., WALLERSTEIN, I., *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, Paris, Editions La Découverte, 1988, 307 p., et FOURIER M., VERMES, G., *Ethnicisation des rapports sociaux. Racismes, nationalismes, ethnicismes et culturalismes*, Paris, L'Harmattan/ENS Fontenay-St. Cloud, 1994, 241 p.
2. Pour reprendre les termes suivant lesquels Hélé BÉJÉ dénonce l'instrumentalisation politique de la culture in *L'imposture culturelle*, Paris, Stock, 1997, p. 112.
3. D'après une expression initialement forgée en, et pour la, Catalogne, et qui a depuis la Transition eu tendance à se généraliser en Espagne. Cf. *infra*, § 2.
4. L'usage des parenthèses est justifié par le souhait de prendre de la distance par rapport au discours catalaniste selon lequel la nation catalane actuelle s'inscrit dans la continuité de la nation catalane médiévale, concept déjà discutable de par son anachronisme. Non que les nations n'existaient pas au Moyen Âge, mais elles ne recouvraient pas les mêmes réalités que les siècles suivants — notamment avec le romantisme et le principe des nationalités — lui ont conférées.
5. Les données sociolinguistiques sont extraites de HALL, J., *El conocimiento de la lengua catalana (1975-1986)*, Barcelona, Institut de Sociolinguística Catalana, Generalitat de Catalunya, 1990, p. 13.
6. Cf. notamment PUJOL, J., « Què representa la llengua a Catalunya ? ». Conférence prononcée au Palais des Congrès de Montjuïc à Barcelone, le 22 mars 1995, p. 28-29.
7. On pense à la loi de politique linguistique du 7 janvier 1998.
8. Telle est la conclusion de la majorité des spécialistes, dont J. HALL in *El conocimiento de la lengua catalana (1975-1986)*, op. cit., p. 27.
9. Cf. GARCIA FERRANDO, M., LOPEZ-ARANGUREN, E., BELTRAN, M., *La conciencia nacional y regional en la España de las autonomías*, Madrid, CIS, 1994, 212 p.
10. Il faudrait également considérer l'impact de l'immigration des personnes non espagnoles, hispanophones (les Philippins, par exemple) ou non (en provenance du Maghreb et d'Afrique noire, majoritairement).
11. D'après le statut d'autonomie catalan de 1979.

12. La logique qui unit les concepts d'« *agravio comparativo* » (préjudice comparé), de mimétisme autonome et de concurrence ethno-territoriale a bien été mise en évidence par MORENO, L., in *La federalización de España*, Madrid, Siglo XXI de España editores, 1997, 195 p.
13. Se reporter en particulier à PUJOL, J., *Reflexiones sobre Europa*, Barcelona, Generalitat de Catalunya, 1994, 400 p.
14. Cf. plaquette de présentation de cette institution. À noter qu'elle dispose d'un site Internet : [http ://www.eblul-bic.be](http://www.eblul-bic.be).
15. Pour s'en convaincre, on peut se reporter utilement au bilan d'activités publié chaque année par le Bureau.
16. D'après la plaquette d'information distribuée pendant l'été 1998 dans l'exposition « Ara és demà » organisée sur le port de Barcelone par le gouvernement autonome catalan. À noter que le Forum Universel des Cultures-Barcelone 2004 dispose d'un site Internet : [http ://www.bcn2004.org](http://www.bcn2004.org).
17. Ainsi que l'ont montré pour la Catalogne GINER, S., FLAQUER, L., BUSQUET, J., BULTA, N. in *La cultura catalana : el sagrat i el profa*, Barcelona, Edicions 62, 1996, 268 p.